

économique latino-américain de poursuivre leurs consultations afin de conclure, le plus tôt possible, un accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain;

8. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa quarante-sixième session, de l'application de la présente résolution.

*31<sup>e</sup> séance plénière  
16 octobre 1990*

**45/6. Attribution du statut d'observateur au Comité international de la Croix-Rouge, eu égard au rôle et aux mandats particuliers qui lui ont été assignés par les Conventions de Genève du 12 août 1949**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* les mandats que les Conventions de Genève du 12 août 1949<sup>12</sup> ont assignés au Comité international de la Croix-Rouge,

*Considérant* le rôle tout particulier que le Comité international de la Croix-Rouge joue de ce fait dans les relations humanitaires internationales,

*Souhaitant* encourager la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge,

1. *Décide* d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à participer en qualité d'observateur à ses sessions et à ses travaux;

2. *Prie* le Secrétaire général de faire appliquer la présente résolution.

*31<sup>e</sup> séance plénière  
16 octobre 1990*

**45/7. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu* le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1989<sup>13</sup>,

*Prenant note* de la déclaration faite le 23 octobre 1990 par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>14</sup>, qui donne des renseignements supplémentaires sur le déroulement des principales activités de l'Agence en 1990,

*Sachant* l'importance de l'action que mène l'Agence pour encourager encore l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme le prévoit son Statut,

*Sachant également* que les pays en développement ont spécialement besoin de l'assistance technique de l'Agence pour tirer effectivement parti de l'application des techniques nucléaires à des fins pacifiques et pour

mettre l'énergie nucléaire au service de leur développement économique,

*Consciente* de l'importance que revêtent les travaux de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garantie prévues dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires<sup>15</sup> et les autres traités, conventions et accords internationaux ayant des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son Statut,

*Sachant en outre* l'importance des travaux de l'Agence en matière d'énergie nucléaire, de sûreté nucléaire, de protection radiologique et de gestion des déchets radioactifs et, en particulier, de ce qu'elle accomplit pour aider les pays en développement à se préparer à utiliser l'énergie nucléaire selon leurs besoins,

*Soulignant à nouveau* qu'il faut appliquer à la conception et à l'exploitation des centrales nucléaires les normes de sûreté les plus élevées, de façon à réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement,

*Ayant à l'esprit* les résolutions GC(XXXIV)/RES/526 concernant la capacité et la menace nucléaires israéliennes, GC(XXXIV)/RES/529 concernant les mesures pour renforcer la coopération internationale dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la protection radiologique, GC(XXXIV)/RES/530 concernant le Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs, GC(XXXIV)/RES/531 concernant la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, GC(XXXIV)/RES/532 concernant les principes directeurs en matière de sûreté nucléaire pour les navires à propulsion nucléaire, GC(XXXIV)/RES/533 concernant l'interdiction de toutes les attaques armées contre des installations nucléaires destinées à des fins pacifiques, qu'elles soient en construction ou en service, GC(XXXIV)/RES/540, intitulée "Plan pour produire de l'eau potable économiquement", et GC(XXXIV)/RES/545 concernant la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, adoptées le 21 septembre 1990 par la Conférence générale de l'Agence à sa trente-quatrième session ordinaire,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>15</sup>;

2. *Proclame* sa confiance dans l'action que mène l'Agence pour l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

3. *Prie instamment* tous les Etats de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence, conformément à son Statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sûreté des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système de garanties de l'Agence;

<sup>12</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n<sup>os</sup> 970 à 973.

<sup>13</sup> Agence internationale de l'énergie atomique, *Rapport annuel pour 1989*, Autriche, juillet 1990 [GC(XXXIV/915)]; communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/45/371).

<sup>14</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Séances plénières*, 32<sup>e</sup> séance (A/45/PV.32).

<sup>15</sup> Résolution 2373 (XXII), annexe.

4. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de sa quarante-cinquième session consacrés aux activités de l'Agence.

33<sup>e</sup> séance plénière  
23 octobre 1990

#### 45/8. Dixième anniversaire de l'Université pour la paix

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 33/109 du 18 décembre 1978, 34/111 du 14 décembre 1979 et 35/55 du 5 décembre 1980, relatives à la création de l'Université pour la paix,

*Rappelant également* les résolutions du Conseil économique et social 1985/2 du 24 mai 1985 et 1986/6 du 21 mai 1986 et sa propre résolution 41/175 du 5 décembre 1986,

*Tenant compte* du soutien que l'Université a apporté à la cause de la paix grâce aux divers programmes de portée internationale qu'elle a menés au cours de ses dix premières années d'existence, notamment pour l'Amérique centrale, contribuant ainsi aux efforts de paix, à la sécurité et à la confiance entre les pays de la région et au développement économique et social de cette partie du continent américain,

*Considérant* que l'année 1990 marque la fin de la première décennie d'un labeur ininterrompu consacré par cette institution de recherche et d'enseignement au service de la paix,

1. *Salue* l'Université pour la paix, qui achève en 1990 la première décennie de l'action qu'elle mène en faveur de la paix, conformément aux buts et objectifs en vue desquels elle a été créée;

2. *Invite* les Etats Membres à adhérer à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix<sup>16</sup>;

3. *Adresse un appel* aux Etats Membres et aux organismes, gouvernementaux et non gouvernementaux, d'aide économique à la recherche pour qu'ils versent des contributions financières qui permettent à l'Université de mieux atteindre ses objectifs;

4. *Prie* le Secrétaire général d'élaborer un accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université, conformément à la Charte de l'Université<sup>16</sup>;

5. *Exprime sa reconnaissance* au Costa Rica, pays hôte, pour l'appui et le soutien précieux qu'il apporte au fonctionnement de l'Université;

6. *Prie* le Secrétaire général de transmettre le présent appel à tous les Etats Membres, en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Université;

7. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa quarante-sixième session, de l'application de la présente résolution.

34<sup>e</sup> séance plénière  
24 octobre 1990

<sup>16</sup> Voir résolution 35/55, annexe.

#### 45/9. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique<sup>17</sup>,

*Considérant* que les deux organisations souhaitent coopérer plus étroitement à la recherche commune de solutions à des problèmes mondiaux comme ceux qui ont trait à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement, à l'autodétermination, à la décolonisation, aux droits fondamentaux de l'homme et à l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

*Rappelant* les Articles de la Charte des Nations Unies qui encouragent à promouvoir les buts et principes des Nations Unies par la coopération régionale,

*Notant* le renforcement de la coopération entre les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique et ses institutions spécialisées,

*Notant avec satisfaction* que la réunion de coordination des centres de liaison des institutions chefs de file du système des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses institutions spécialisées, qu'elle a demandée dans sa résolution 44/8 du 18 octobre 1989, s'est tenue à Vienne du 12 au 14 décembre 1989<sup>18</sup>,

*Notant également* les progrès encourageants qui ont été accomplis dans les sept domaines prioritaires de coopération de même que dans l'identification d'autres domaines de coopération,

*Convaincue* que le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique sert les buts et principes des Nations Unies,

*Notant avec satisfaction* que les deux organisations souhaitent renforcer encore la coopération existante en élaborant des propositions précises dans les domaines de coopération désignés comme prioritaires,

*Consciente* qu'il faut resserrer la coopération entre les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique et ses propres institutions spécialisées pour pouvoir mettre en œuvre les propositions adoptées à la réunion de coordination des centres de liaison des institutions chefs de file des deux organisations,

*Rappelant* ses résolutions 37/4 du 22 octobre 1982, 38/4 du 28 octobre 1983, 39/7 du 8 novembre 1984, 40/4 du 25 octobre 1985, 41/3 du 16 octobre 1986, 42/4 du 15 octobre 1987, 43/2 du 17 octobre 1988 et 44/8 du 18 octobre 1989,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général<sup>17</sup>;

2. *Approuve* les conclusions et recommandations de la réunion de coordination des centres de liaison des

<sup>17</sup> A/45/526 et Add.1.

<sup>18</sup> A/45/526/Add.1.